

3 €
ISSN: 1264 9112

le Coquelicot

n°43

BIMESTRIEL

janvier

2005



avec la mairie dites

chut!

Suisse

*Occupation
pacifique*



Services publics



Champs de ruine

OGM



Champs de bataille

femmes



... et anars (fin)



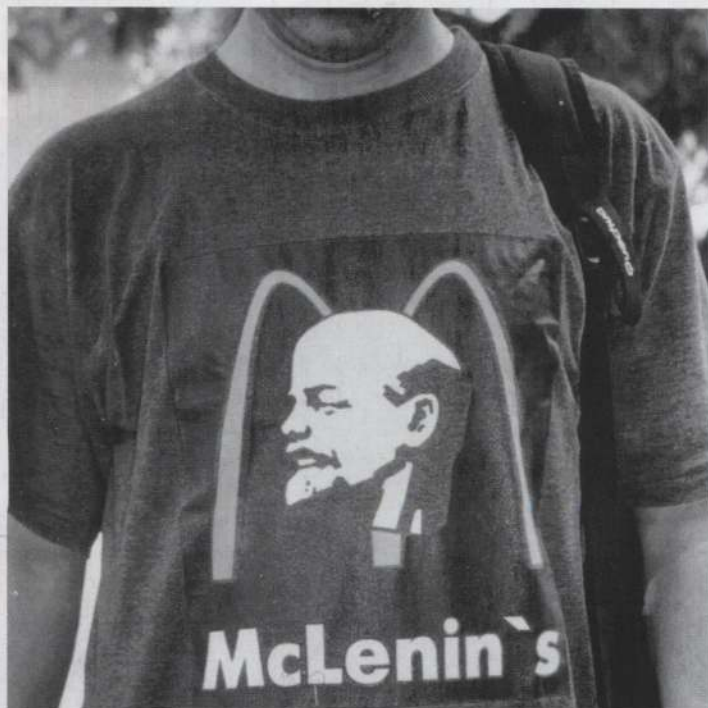
toulouse

alternative libertaire



ÇA M'ÉNERVE...

Minimum syndical



● Pendant que le MEDEF, ses hommes de paille des média, ses hommes de main du parlement et ses troisièmes couteaux des ministères lui font une guerre sans merci, la France-d'encore-plus-bas est invitée à manifester publiquement son indignation. C'est bien simple, même Chèreque a délaissé le parapheur du MEDEF pour redescendre dans la rue, c'est vous dire si on doit trembler dans les états-majors du Capital. Les jours de la tiers-mondialisation libérale sont comptés.

L'indignation doit être ferme, mais elle est assujettie au minimum syndical. Rejouer la sempiternelle journée de grève solitaire, qui ne serait pas complète sans la procession solennelle sur les boulevards. Puis replier soigneusement ses banderoles, elles resserviront, et rentrer à la maison au plus vite pour ne pas rater le 20 heures et la séance d'autocongratulation de la tête de cortège. Une tête de cortège qui détaille le dernier tribut en date payé au Dow Jones et au CAC 40 par la France-d'un-peu-plus-bas-encore, qui parle d'un air convaincu de signal fort et de coup d'arrêt... Comme au printemps dernier, comme au printemps précédent.

Il y a belle lurette que les politiques ont compris que le "signal fort" de fin de manif est le premier signe de la reprise en main des mouvements sociaux. Ayant restauré un crédit minimum au prix de ce service minimum, les dirigeants syndicaux peuvent, comme au printemps dernier et tous ceux qui ont précédé celui qui précède, s'en retourner vers les parapheurs du MEDEF et du gouvernement pour signer l'armistice. Avant d'appeler à une "nouvelle journée d'action" pour un nouveau "coup d'arrêt" rendu nécessaire par la dernière offensive en cours.

► Ravachefolle

ne pas rater le 20 heures...

QUARTIER D'RIVER

Le mardi 21 septembre 2004,
la police vient ramasser un jeune
dans l'immeuble Auriacombe.



ni bandits, ni police simplement habitant-e-s

Ne trouvant pas ce dernier à son domicile, les flics embarquent sa mère et une sœur, laissant tout seul dans l'appartement le fils âgé de 11 ans. La sœur sera libérée en soirée. Les policiers l'ont menacée de la garder plus longtemps si elle ne dénonçait pas l'endroit où se cache son frère. La mère restera en garde à vue jusqu'au lendemain soir. Un commando musclé de la police revient le lendemain après-midi, pour interpellé dans un appartement voisin le fugitif. Il est alors frappé par un policier lorsqu'il sort de l'immeuble. On est un mercredi et beaucoup de jeunes assistent à la scène.

La tension monte alors entre jeunes et policiers qui, partis une première fois, reviennent sur leurs pas. Quelques éducateurs-trices, un commerçant et une poignée d'habitant-e-s réussissent à calmer les esprits de part et d'autre. Cependant dans le quartier, l'émotion est à son comble car de nombreux habitant-e-s sont inquiet-e-s de la tournure actuelle des événements et refusent de se trouver otages d'un conflit entre jeunes délinquants et une police sécuritaire.

Déjà une semaine avant, une réunion avait eu lieu à la maison des chômeurs T07 suite à l'appel de militants de la gauche sociale. Cette réunion de rentrée qui avait pour but de préparer une démarche commune de l'ensemble des militants de la gauche sociale et politique, s'est déroulée alors qu'un rodéo se passait devant T07. La police qui semblait être au courant n'est pas intervenue. Les militants présents, rejoints par

quelques habitants, se sont sentis démunis face à ce que l'on a coutume d'appeler un acte de violence gratuit. Seule une femme mère de famille reconnue sur le quartier réussira à faire cesser le rodéo. Cependant à T07, les participant-e-s à la réunion s'émeuvent des difficultés que rencontre ce quartier. Une nouvelle réunion, avec un appel plus large cette fois, est programmée pour le mercredi 29 septembre. C'est donc à ce moment, que se greffe la descente policière. Sans plus attendre les éducateurs de rue soutenus par leur association ainsi que quelques salariés et habitant-e-s décident d'appeler à réagir : ils lancent un appel à rassemblement sur la place Abbal et la réunion ouverte de T07 est maintenue. Le rassemblement est alors un temps de parole démocratique où la liberté d'expression de chacun-e sur un espace public est respectée.

Une centaine de personnes très représentatives de la composition sociologique du quartier explique le mal être, les peurs, les souffrances. La petite fille interpellée témoigne de son arrestation, des femmes parlent, en tant que mères, de l'inquiétude qu'elles ont lorsque leurs enfants sont livrés à eux-même, d'autres habitant-e-s refusent de cautionner les actes de délinquance, certain-e-s dénoncent l'attitude d'une police sélective et violente incapable de faire respecter le droit commun. Ce propos excessif d'une habitante, "on se croirait en Irak" montre à quel point la situation internationale pèse sur le ressenti local. Depuis, chaque mercredi à T07, une soixantaine de personnes s'expriment pour aller de

l'avant. Des groupes de travail affinitaires (des femmes, des jeunes), ou par thème (Grand projet de ville, discriminations) se sont mis en place et montrent là aussi la diversité et la place qu'occupe chacun-e dans le quartier. L'une des préoccupations principales étant le statut que pourrait avoir les jeunes sans leur jeter la pierre et sans excuser les exactions de certains. Il s'agit avant tout de rétablir de la dignité en combattant le rejet dont ils sont victimes et retissant des liens respectueux face aux adultes. Cependant la diversité

des participant-e-s a permis de déboucher sur l'élaboration d'une charte du respect qui bannit les discriminations aussi bien institutionnelles que d'ordre public ou privé.

L'élaboration collective doit se faire dans les jours à venir. Elle servira de tremplin pour aller d'immeuble en immeuble porter le débat et préparer une action publique d'envergure ■

> Biquet



rétablir de la dignité en combattant le rejet dont ils sont victimes

LA POSTE BOUGE, BOUGEZ AVEC LA POSTE

Démantèlement privatisation de la Poste

La fin du monopole et la privatisation est prévue par les libéraux de l'Europe pour 2009. Les conséquences sont énormes au niveau des usagers, des postiers et du service public.

Les chèques postaux vont devenir une banque postale, avec un danger pour le statut du personnel et le risque pour les travailleurs ou retraités ayant des petits comptes de voir appliquées les mêmes règles que les banques. Des centres de tri postaux, il n'en restera qu'une quarantaine sur les 130 actuellement en fonction. La Poste déjà met en place dans les centres des horaires inhumains, une précarité accrue et une détérioration des conditions de travail du personnel. La suppression des dizaines de

centres de tri va entraîner la disparition de 10 000 emplois. La création de plate-formes (sites regroupant les divers centres de tri d'une région - NDC) va se faire sur le modèle actuel de Gonnesse, hyper mécanisés, hyper fliqués et une répression accrue envers le personnel.

Sur le secteur de la distribution, la mise en place de centres de distribution centralisée urbaine et rurale va entraîner une grave détérioration de la qualité du service. Tout le

courrier de la tournée du facteur sera trié par des machines, les tournées seront rallongées, les horaires seront décalés de 8h à 16h et la Poste supprimera entre 20 et 30 000 emplois.

Sur les bureaux de Poste, il y aura entre 6.000 et 8.000 bureaux supprimés. La Poste créera des points Poste dans les zones rurales. Ceux-ci ne feront que le minimum d'opérations (envois de lettres et de paquets). Il aura entre 15 et 30.000 emplois supprimés, le service public va complètement disparaître dans les zones rurales, laissant la population dans l'isolement le plus complet. Sur le département de la Haute-Garonne, certains bureaux vont fermer, la direction de La Poste refuse de communiquer aux organisations syndicales, aux maires, aux élus et à la population cette grande liste d'un désastre sans précédent dans le service public. A Lavelanet dans Comminges (Haute-Garonne) le bar épicerie a fermé, celui-ci était un Point Poste...10

La politique ultra libérale du gouvernement, se servant des directives anti-sociales de l'Union Européenne accélère le pas pour finir de détruire les services publics. Il faut créer partout des associations de sauvegarde du service public. Elus, travailleurs, syndicats et l'ensemble de la population doivent mener des actions pour sauver le service public ■

> Le postier

CREATION D' UN COLLECTIF " TOUCHEZ PAS A LA POSTE "

Au cours de la réunion publique qui s'est tenue le mardi 9 novembre 2004 à Carbonne, s'est créé le collectif " Touchez pas à la Poste ".

Largement ouvert, ce collectif est constitué par des usagers, des postiers, des élus, des syndicats et des partis politiques, et de collectifs locaux déjà créés.

Le Collectif " TOUCHEZ PAS A LA POSTE " s'est donné comme objectifs :

- De lancer une campagne de défense de la Poste en Haute-Garonne, pour s'opposer aux 6 000 fermetures de bureaux de poste sur les 11 500 existants en France, annoncées par la Direction Nationale de la Poste, dont une centaine dans notre département.
- De fédérer et coordonner toutes les actions déjà engagées (Gragnagues, Le Plan, Miremont, St Clar, Villaudric...) et celles qui se mèneront pour sauvegarder et améliorer un service public postal de qualité.

Le Collectif " TOUCHEZ PAS A LA POSTE " appelle à la constitution de collectifs locaux, partout où c'est possible en Haute-Garonne.

Il vous invite à le rejoindre lors de ses prochaines réunions. Pour prendre contact, adresse mail :

touchezpas.alaposte@laposte.net



le service public va complètement disparaître dans les zones rurales

VENI VIDI VIZIR

Éducation nationale en Haute-Garonne

la lutte paie...

mais... si...

Chaque année, le Sarkozy de service concocte le budget de la nation. C'est d'actualité mais je parlerai uniquement du budget de l'an passé et de ses incidences sur la rentrée des écoles du département n° 31 révélant au passage mon corporatisme étroit et mon manque flagrant d'ouverture sur le reste du monde.

Alors voilà : Les postes d'instits créés étaient du point de vue de l'administration en nombre suffisant et pour les parents et les instits des écoles où l'on fermait des classes en nombre... insuffisant. Jusque là rien que de très classique vous me direz. Certes, mais si on ajoute au tableau l'histoire du moratoire AZF, alors là, en voilà du piquant. En effet, quand le citoyen toulousain entend le mot AZF, il a de suite la peau et la gorge qui piquent...

Ce moratoire disait qu'on ne fermerait pas de postes pendant trois ans dans un bon nombre d'écoles du sud de la ville (Mirail, Pradettes, Papus... les écoles des riches quoi...). Ce qu'attendait surtout ce moratoire filou, c'était que la population sinistrée se stabilise afin de reprendre la valse des fermetures de postes. Ce qui fut fait au mois de juin 2004. D'autres écoles venant de "pays" où peau et gorge ne sont pas irritées mais en zone péri-urbaine comparable au regard des difficultés sociales que vivent leur population (Muret), y eurent droit elles aussi.

Et nous voilà de juin à septembre avec une mobilisation parents/enseignants de ces écoles. Et va-z'y que j'te manifeste, que j'te pétitionne et

que j'te gueule "des postes, des postes" et hop en septembre le grand vizir de l'Académie sort une vingtaine de postes d'instits* de son chapeau et les distribue à la ronde aux mécontents lors d'une réunion mémorable, où il explique qu'il avait serré les cordons de la bourse en juin pour mieux les desserrer en septembre, soucieux qu'il est de l'argent du contribuable ! N'y aurait-il pas là piballe sous caillou ?

Je vous entends déjà grincer : "Ben quoi, la lutte paie, on va pas se plaindre...". Ah, ah, raisonnement à courte vue je rétorque ! Moi qui enseigne dans un école qui a gagné son poste à la force de sa lutte (encore une prof d'école en plus, y'a plus d'mec dans c'turbin...), je dis : la lutte paie, oui, MAIS. Mais quoi ? Mais le grand vizir a ainsi contenu la lutte à quelques écoles pour mieux l'apaiser ensuite, se faisant au passage une réputation "du gars qu'est à l'écoute du peuple contestataire" tout en récoltant les "ficelles de caleçon" du calife de Bercy.

En effet, le vizir haut-garonnais de l'enseignement montre ainsi qu'il sait faire beaucoup avec peu et l'an prochain il sera récompensé : On lui demandera de faire encore mieux avec



encore moins, ce qui devrait être facile pour un si bon gestionnaire... Et les postes fermeront... etc, etc.

La lutte paie vraiment SI. Si quoi ? Si elle est générale, patate ! Comme la grève...

> Sévy

*Ouais ! d'instits ! je dis encore instit car je suis jaloux du salaire des profs d'école révélant ainsi mon corpo (voir plus haut)...

Il faut souvent balayer devant sa porte. Que nous révèle le dernier numéro de la revue "Repères, Références" publié par le ministère de l'Éducation Nationale. On se doutait bien que les établissements privés n'étaient pas privés de tout, pas même de la gratuité. En premier lieu le nombre d'élèves par prof est de 23,5... à la communale 27,1. D'après l'UNSA à ce tarif là pour rééquilibrer les comptes de l'encadrement, il faut créer 8541 postes pour les lycées généraux et techniques, 2493 pour les lycées professionnels. Mais la République bonne fille (de l'église) va plutôt supprimer 5500 postes chez les laïques, c'est clair non. Pour le forfait dit "d'externat" qui n'était que de 773,3 millions d'euros en 2003 il rajoute cette année une obole de 28,9 millions d'euros. Ce qui fait que pour chaque élève le ministère verse entre 600 et 1600 euros par an pour le salaire des non-enseignants, vous savez les ATOS, ceux qui dès l'année prochaine seront à la charge des régions (c'est à dire des impôts locaux). Comme le disait déjà en 1981 Nicole Fontaine (ex commissaire européen) "si ces personnels (les non-enseignants) étaient payés directement, la marge d'autonomie financière dont disposent actuellement les établissements seraient supprimée". Cette pompe à fric ecclésiastique prouve qu'il n'y a pas que des caves au Vatican!

> Bibas - D'après le Canard Enchaîné du 6 octobre 04

on lui demandera de faire encore mieux avec encore moins

GRAINES DE VIOLENCE

Une journée ordinaire
à la campagne, racontée
par un des participants.

Nous sommes arrivés sur le site où se trouve la parcelle OGM aux alentours de 17h. Nous étions très nombreux (il semblerait que 200 voitures soient comptées, ce qui nous compte aux alentours de 600/800).

La marche vers les champs était d'environ 800 m, nous étions avec Bugin et d'autres antipubs montpellierains dans les premiers rangs, et honnêtement, en me retournant je ne voyais pas la fin de la file. On y trouvait tous les âges, apparemment les gens étaient venus agir en famille.

Un hélicoptère survolait notre marche, et quelques gendarmes disposés avant l'entrée du site nous comptaient; Certains ont fait des signes de main à l'hélicoptère, histoire de lui faire coucou. Le site était protégée par des barrières sur un périmètre de 50m autour du champ, avec dedans d'autres barrières de sécurité et plusieurs camions militaires et fourgonnettes de la gendarmerie, énormément de CRS en tenue Robocop, signe qu'ils étaient pas là pour rigoler. Autre signe, les pompiers étaient aussi présent sur le site, éloignés, en retrait. Au vu de tous les moyens déployés, on a vite compris que le député du Gers n'était pas vraiment quelqu'un de primesautier.

Bon cependant, on allait pas se laisser démonter par tant, nous sommes rentrés sur le site en déplaçant les premières barrières de sécurité, levant les mains bien haut devant les CRS pour leur montrer notre pacifisme (respectant ainsi les consignes d'action données par José Bové). On avance, sans violence, on pousse, on avance

C.R.S. milice privée pour Monsanto

vers les champs, on y croit, on vas y arriver, ils reculent... L'hélicoptère nous observe toujours.

Pfok, enfin, j'entend une sorte de bruit comme ça, un bruit sourd de quelques choses qui tombe, puis d'un coup je vois d'autres objets tomber partout autour de moi dans le champ, pfok, pfok, pfok. Puis détonation, mon oreille siffle, j'entends mal, de la fumée lacrymogène s'étend partout autour de moi. Pas question de reculer pour le moment, je mets mon t-shirt devant la bouche et essaye de continuer à avancer vers le champ OGM.

Je perds Bugin, je me rapproche d'autres gens, on y voit rien avec cette fumée... Mes poumons crament, ma gorge brûle, mes yeux explosent, pfok pfok pfok, les grenades continuent de tomber, j'essaie de voir d'où ça vient, car elles me frôlent drôlement ces grenades, devant moi des mecs se font embarquer, je respire plus, il faut que je sorte.

Je fais demi tour et tente de sortir le plus vite possible, je respire très mal, j'ai littéralement l'impression que je vais cracher mes poumons... D'un seul coup une douleur me prend dans le genou, je viens de me prendre une grenade lacrymo dessus, il semble qu'ils les envoient avec des lances grenades, mon voisin à moins de chance, il se la prend dans la gueule. Même lorsque l'on fait demi-tour, ils continuent à nous tirer dessus.

Une fois sorti dans un endroit plus à l'écart, je tente de reprendre mon souffle, j'essuie la morve qui coule de mon nez, c'est très difficile de reprendre son souffle. Un gamin d'environ 12 ans, les yeux rouges me propose de l'eau, je peux même pas lui répondre. Et là je me retourne, et je comprends d'où viennent ces gre-

nades... L'hélicoptère, c'est lui qui nous canarde... Je vois ce que j'appellerais une sorte de petit missile sortir et se fragmenter dans l'air, les fragments se dirigeant vers les gens venus faucher, lâchant des lacrymos. Sans déconner, on se croirait dans Apocalypse now... Ils emploient un hélicoptère pour nous tirer dessus en tir tendu ! Pour tirer sur une foule comprenant des gosses ! Pour protéger une parcelle de champ qui est presque plus petite que le jardin de mon père ! Mais y'a quoi dans ce champ ? De l'or ? Du pétrole ?

Beaucoup ont fait comme moi et se sont repliés, la situation se calme. Nous nous retrouvons peu à peu devant les barrières, on respire, les CRS sont devant nous, froids comme des machines. Je remarque une dizaine de personnes marquées par les éclats des grenades. Je me dis que j'ai de la chance de ne pas en avoir prise une sur le coin de la gueule. On réclame la libération des 7 interpellés, ils sont libérés un par un durant la fin de l'après midi. L'un d'eux d'ailleurs nous amuse beaucoup en

refusant de sortir, et de courir vers le champ au nez et à la barbe des militaires ! Bref, il est attrapé, gardé une heure puis relâché.

A un moment, les gens font du bruit, gueulent devant les gardes mobiles et commencent à secouer les barrières, les CRS devaient très certainement être tendus car ils ont cédé à la panique, j'ai entendu "grenade, grenade", mon premier réflexe fut de fuir, ne voulant pas rééditer l'expérience passée. Heureusement que ce ne fut pas celui de Bugin, repérant une fillette qui était tombée, il l'a prise avec lui pour la sortir de ce cauchemar. Ça mérite d'être salué. Pendant ce temps-là, les CRS continuent de nous tirer dessus au lance-grenade, alors que l'on fuit. La chasse au lapin, vous connaissez ? Bilan de la journée, 60 blessés dont 4 en hospitalisation. 2 blessés coté CRS, ils se sont blessé entre eux en plus, ces cons. Si les journaux vous parle d'affrontements, ne les croyez pas, on n'a rien affronté du tout, mais putain, par contre qu'est-ce qu'on a pris ■

► Jihéff de Montpellier

le 6 septembre



ils emploient un hélicoptère pour nous tirer dessus

EMBRYON DE JUSTICE

Aux marches du Palais

À la suite de l'arrachage de plans de maïs transgénique sur la commune de Menville en Haute Garonne (voir ci-contre), 9 des 1000 "sauvageons" étaient convoqués au tribunal correctionnel de Toulouse pour répondre de cet acte de désobéissance civile.

Dès 9 heures du matin, le 8 novembre 2004, environ 400 personnes sont déjà sur la place du Salin. Vers 10 h les 9 inculpés disparaissent par une petite porte du palais de justice bien protégée par une escouade de bleus. A la même heure les cars de CRS et de la gendarmerie fleurissent sur les trottoirs autour du tribunal. A ce moment-là il y a autant de représentants des forces de l'ordre sur la place que de manifestants venus soutenir les 9 choisis par la justice pour expier du crime de lèse-Monsanto. Au départ quelques heurts (ah le beau spectacle pour le "13 h" !) autour d'une banderole qui risquait de faire tâche car elle remettait en cause quelques certitudes judiciaires. Aux "personnalités" nationales (il y en a même qui auraient vu passer Besancenot) et régionales, s'ajoutaient les militants de la Confédération paysanne. On ne peut pas dire cependant que le mouvement social toulousain se soit massivement mobilisé. Après la pose de midi et contre toute attente la juge du tribunal correctionnel a décidé de ne pas dissocier les 9 inculpés des 400 faucheurs volontaires et d'entendre 250 d'entre eux. Le procès est ainsi remis à plus tard. Le parquet (la police) comme de bien entendu a fait appel de la décision. La réponse interviendra le 24 janvier 2005. Le procès logiquement aura lieu à Toulouse mais compte tenu du nombre de témoins il ne pourra pas se tenir dans les salles "algéco" du tribunal. Il faudra que la justice loue une salle de spectacle; peut être fera-t-elle payer l'entrée ?



Pour la poursuite de la lutte, la prise en compte par la juge de la notion de délit collectif est importante. D'une part cela crée un précédent et d'autre part dépersonnalise le procès. Ajoutons aussi, comme l'a dit je ne sais qui : "plus on est de fous moins on a de risque d'aller en taule".

Il n'y a pas eu de mobilisation en dehors des personnes concernées directement ou impliquées et seuls sont apparus quelques drapeaux de SUD, visiblement le seul syndicat présent. L'absence de mouvement social et d'appel public lancé soit par des syndicats soit par des organisa-

tions politiques donne à réfléchir sur l'incapacité à aller au-delà du corporatisme. L'activité des multinationales peut être freinée dans les prétoires mais c'est dans la rue et dans la mobilisation de tous les laissés pour compte quelle peut devenir efficace et porteuse d'espoir.

Si la stratégie de la désobéissance civile et collective montre une certaine efficacité actuellement, le manque de projet global de transformation sociale ne peut que créer un vide démobilisateur ■

> Bibass

il n'y a pas eu de mobilisation

GUERRE DE TRENTE ANS

Granado et Delgado

les Sacco et Vanzetti espagnols

Il a fallu attendre trente ans après la mort de Franco pour que le 13 juillet 2004 le Tribunal Constitutionnel espagnol prenne une décision favorable à deux victimes de la répression franquiste.

Il a décidé d'annuler la décision du Tribunal Suprême, du 3 mars 1999 qui avait refusé la révision du Conseil de Guerre du 13 août 1963 condamnant à mort les deux jeunes anarchistes Francisco Granado et Joaquín Delgado, garrottés le 17 août dans la prison de Carabanchel à Madrid.

Le Tribunal Constitutionnel donne raison à la veuve de Granado et au frère de Delgado qui avaient déposé en avril 1999 un recours d'appel contre la décision de mars qui considérait la sentence de 1963 justifiée et en accord avec la "légalité de l'époque".

Témoins des événements de 1963, Octavio Alberola, Luis Andrés Edo et Vicente Martí, peuvent maintenant témoigner. Ils confirment les déclarations d'Antonio Martín Bellido et de Sergio Hernández, qui ont reconnu, dans un documentaire consigné devant notaire en 1996, être les vrais auteurs des actions pour lesquelles Granado et Delgado ont été condamnés et exécutés.

Mémoire étouffée, mémoire retrouvée

La décision du Tribunal Constitutionnel est d'autant plus importante que depuis quelques années existe en Espagne une volonté collective de récupération de la mémoire historique. Cela a abouti le 20 novembre 2002 à deux décisions prises par le Congrès des Députés à l'unanimité des groupes parlementaires : d'une part est condamné le coup d'État

militaire de Franco en 1939, d'autre part sont réhabilités moralement et juridiquement toutes les victimes républicaines de la guerre et de l'après guerre. Ces proclamations sont d'importance puisqu'elles mettent fin à une longue amnésie. En effet une des conséquences de la transition démocratique après la mort de Franco fut une amnésie totale de la période écoulée. Malgré la Loi d'amnistie de 1977 et la Constitution de 1978 mettant en place une monarchie constitutionnelle, il n'y eut pas de rupture institutionnelle avec la "légalité" juridique franquiste. Le Tribunal Suprême continuait et continue à refuser les recours en révision. C'est ainsi qu'en juin 2004 il a refusé la révision des jugements de 72 Républicains de Figueras exécutés à la fin de la Guerre civile.

Une "Transition" bis ?

La décision prise par le Tribunal Constitutionnel, à l'exception de deux de ses membres continuant à considérer la "légalité" franquiste comme intouchable, désavoue la majorité des magistrats du Tribunal Suprême. Elle donne raison aux familles de Granado et Delgado, et d'une façon plus générale aux victimes de la répression franquiste. Pour les deux militants libertaires les déclarations des vrais auteurs des attentats apportent juridiquement un "fait nouveau" qui permet maintenant de réviser le procès de 1963. Cet argument juridique n'existe pas dans la majorité



A. Martínez, O. Alberola (Grupo/Pro Revision) et E. Villanueva (CGT) - 6/12/03

des autres demandes de révision de procès déposées ou en cours de l'être. C'est le cas pour le Président Companys et l'anarcho-syndicaliste Joan Peiro, remis à Franco par Vichy et exécutés au début des années 40. Il en est de même pour Julian Grimau, communiste garrotté en 1963 et Salvador Puig Antich militant libertaire exécuté en 1974.

Historique de l'affaire Granado-Delgado

En 1993, la journaliste Lluçia Oliva commence à tourner un documentaire sur les attentats contre Franco. Le film est présenté le 7 février 1996 à la télévision espagnole, puis en France sur ARTE, en mars 1996. Pour la première fois il est dit clairement que les jeunes anarchistes Francisco Granado et Joaquín Delgado n'étaient pas impliqués dans les attentats du 29 juillet 1963 pour lesquels ils ont été jugés par le Conseil de guerre Sumarísimo, condamnés et garrottés 17 jours après leur arrestation. En 1996, deux réalisateurs catalans, Lala Goma et Xavier Montanyà, produisent à leur tour avec l'aide d'ARTE, un documentaire sur l'affaire Granado-Delgado qui est présenté en France le 4 décembre 1996 et en Espagne le 7 novembre 1997. Dans ce film, Antonio Martín et Sergio Hernández

déclarent publiquement être les auteurs des attentats du 29 juillet 1963 à Madrid. Le juge du Conseil de Guerre qui condamna Granado et Delgado se dit en outre prêt à se présenter devant un tribunal afin de réviser le jugement de 1963. L'heure de la révision semble arriver.

Le 3 février 1998, la veuve de Granado et le frère de Delgado présentent au Tribunal Suprême une demande de révision de la sentence prononcée en août 1963. Cette requête se fonde sur de "nouveaux éléments de preuve" à savoir les déclarations d'Antonio Martín et de Sergio Hernández. En octobre 1998, le journaliste Carlos Fonseca publie un livre (*Garrote vil para dos inocentes - el caso Delgado-Granado*) mettant en évidence l'arbitraire de la "justice" franquiste et la non-culpabilité des deux jeunes exécutés. Cependant le 3 mars 1999 le Tribunal militaire refuse le recours en révision, faisant valoir que la sentence de 1963 avait été prononcée en accord avec la "légalité en vigueur" à l'époque, et en toute équité. L'affaire paraissait sans espoir quand quelques jours après, le 9 mars 1999, le Parlement de Catalogne approuve une proposition demandant au Gouvernement de l'État espagnol la révision du jugement qui condamna à mort, en 1974, le jeune antifranquiste

ces proclamations mettent fin à une longue amnésie

DOUBLE PEINE

La répudiation

... une pratique républicaine

Conséquence trop méconnue des accords qui ont suivi l'indépendance des pays du Maghreb, une étonnante cohabitation du droit français et du code de la famille rend la procédure de répudiation applicable en France à des femmes immigrées.

catalan Salvador Puig Antich. Forts de cet appui indirect venu de Catalogne, la veuve de Granado et le frère de Delgado présentent un recours devant le Tribunal Constitutionnel de Madrid. Celui-ci décide le 13 juillet 2004 d'annuler la décision du Tribunal Suprême du 3 mars 1999, l'obligeant à réexaminer le recours en révision présenté en 1998 devant ce tribunal par la veuve de Granado et le frère de Delgado. Il l'oblige aussi à prendre en considération les témoignages d'Octavio Alberola, Luis Andrés Edo et Vicente Martí, témoins clés des événements de 1963.

Les choses vont s'accélérer. Le 3 septembre 2004, le Gouvernement socialiste crée une Commission Intermministérielle pour "élaborer un rapport sur les droits reconnus jusqu'à cette date aux personnes qui, par leur compromis avec la démocratie, ont été l'objet de mesures répressives depuis le début de la guerre civile jusqu'à la pleine restauration des libertés". Cette commission doit présenter aussi "un avant-projet de loi pour élaborer des mesures concrètes afin d'obtenir la complète réhabilitation morale et juridique des personnes concernées."

Ainsi, il aura fallu attendre plus de trente ans pour qu'enfin l'État démocratique espagnol commence à lâcher les deniers vestiges d'une dictature fasciste dite "franquiste".

La ténacité d'une poignée d'irréductibles s'associe aujourd'hui à celle de petit-fils de disparus à la recherche des centaines de charniers de la dictature. Pour tous il s'agit de lever un coin du voile sur la barbarie d'un régime qui s'est maintenu des années avec l'aval des démocraties occidentales, jusqu'à la mort du dictateur en novembre 1975 ■

► Bibas

Selon la convention franco-algérienne, promulguée en 1964, tout jugement rendu en Algérie est exécutoire de plein droit en France. Et, qu'ils (et qu'elles) soient étrangers mais aussi binationaux, tous sont tributaires de cette surprenante "cohabitation juridique" de deux systèmes qui permet, sans même quitter le territoire français, d'obtenir en Algérie une répudiation à l'avantage unique du conjoint, très loin des obligations qu'impose le divorce de droit français.

Adopté par le Parlement FLN, et entré en application le 9 juin 1984, le code de la famille algérien fait de la femme une mineure à vie, placée sous le tutorat de son père, de ses frères ou de son mari. Comme le rappellent, dans une lettre ouverte au président Bouteflika, les militantes du collectif 20 Ans Barakat (vingt ans, ça suffit), créé à l'occasion du vingtième anniversaire de cette loi et constitué de cinq associations féminines (Tharwa n'Fadhma n'Soumeur, AITDF, ADPDF, VIE et SOS femmes en détresse), les dispositions de ce code "font que les femmes ne peuvent pas se marier librement ; qu'elles n'ont pas droit au divorce ; qu'elles peuvent être mises dehors avec leurs enfants quand le mari décide de divorcer ; que, chargées d'élever les enfants, elles en ont les obligations mais non les droits, puisqu'elles ne peuvent ni partager l'autorité parentale ni avoir une part égale à l'héritage". Toutes choses

inacceptables, et quoi qu'il en soit en opposition complète avec la législation française, mais que la convention de 64 rend possibles.

Et le phénomène est loin d'être marginal. L'Association pour l'égalité, créée il y a quinze ans à Paris, a connaissance aujourd'hui de deux à trois cas nouveaux chaque semaine ■

20 ans barakat !

20 ans ça suffit !

Les conventions signées, en 1964, après l'indépendance de l'Algérie, stipulaient que tout jugement émis en Algérie était applicable aux citoyens algériens en France. Or en 1964, vingt ans avant sa promulgation, l'infect code de la famille algérien n'existait pas. La législation applicable alors, théoriquement, était celle du code civil français. L'application de ce code de "l'infamie" en Algérie, aurait dû logiquement amener les autorités françaises à remettre en cause son application en France. Notre pays n'a pas à appliquer des textes arbitraires, fusse à des citoyens d'origine étrangère.

A l'heure où, en France même, des intégristes islamistes tentent, par la

bande et à travers des prêches dans certaines mosquées, de créer une situation d'exception en application de la Charia, il est insupportable que les lois égalitaires soient bafouées. Cela au moment où, à l'opposé, notre législation tend de plus en plus à l'égalité des droits.

Les lois de la République, les principes d'égalité, doivent être appliqués à toutes les citoyennes, à tous les citoyens résidant en France, quelle que soit leur nationalité.

email : barakat_20ansf@yahoo.fr
site : www.20ansbarakat.org
revue : **Féminin plurielles**, dont le numéro 0 vient de paraître.

le code de la famille fait de la femme une mineure à vie

Toujours agitEes jamais abattuEs

10 ans de luttes autour de l'Espace autogéré



De passage à Lausanne cet été, j'ai trouvé autre chose pour mon panier de touriste social que la liste des banques pour planquer les sous du Coquelicot.

Le texte qui suit n'est qu'un aperçu d'une brochure et d'un CD édité par le collectif des espaces - autogérés, il raconte l'histoire de 10 ans de squat à Lausanne.



D'où vient l'idée d'un Espace autogéré ?

L'impulsion initiale est peut-être partie d'un fait assez basique. Au début des années 90, il manquait à Lausanne des lieux pour se rencontrer, boire un verre, discuter, voir ou organiser des concerts à des prix accessibles (à la fin des années 80, une dizaine d'occupations festives Baranoïa - réunissant de 500 à 1000 personnes avaient bien eu lieu l'espace d'un soir, mais elles étaient restées éphémères). Cela a poussé un groupe de personnes à se réunir pour créer le Rézo. Dans ce cadre, certainEs se sont organisés pour obtenir un lieu qui pourrait être géré par les gens eux-mêmes et non par des gérants assoiffés de profit ou de notoriété. D'autres villes suisses avaient déjà des centres autonomes, mais à Lausanne, tout restait à faire. Il est piquant de relever que l'on pouvait lire dans le journal communal au

début 1993 que Lausanne n'avait pas de centre autonome parce que la ville avait su écouter ses jeunes...

Mai 68 et Lôzane Bouge étaient loin derrière, on ne les avait pas vécus, mais dans l'hypocrisie du consensus helvétique, cimenté par une police politique fouineuse qui avait fiché un tiers de sa population, on avait toujours l'impression de « perdre sa vie à la gagner » ou d'être condamnés à « mourir d'ennui sous prétexte de ne pas mourir de faim ».

Il s'agissait d'aller plus loin que ce que pouvaient proposer les centres de loisirs de la ville et de dépasser la révolte punk qui barbotait le samedi après-midi dans la fontaine de la Palud, en employant notre énergie à créer un lieu. En gros, il s'agissait de réaliser nos rêves ici et maintenant, sans attendre un hypothétique grand soir, de lancer un pavé dans la mare, d'essayer de sortir du mutisme tous les gens qui disaient au bistrot que Lausanne était une ville morte, de substituer la lutte au repli sur soi et à la résignation.

La chute du mur en 1989 avait donné un coup fatal aux derniers nostalgiques du « communisme », mais ce n'était pas une raison pour participer à la folie destructrice du capitalisme triomphant. Filles et fils d'un des pays les plus riches du monde, il importait de dénoncer le leurre de la consommation.

Pour qu'elle puisse vivre autrement que dans des explosions éphémères, il fallait collectiviser et politiser notre révolte.

Maison vide maison à occuper

Intuitivement ou par expérience, nous savions qu'il ne faut rien attendre de ceux qui sont au pouvoir, que la liberté ne se mendie pas mais qu'elle se conquiert. L'occupation de bâtiments vides s'est donc présentée comme la voie d'action la plus logique. En plus de nous fournir un espace, on s'attaquait ainsi au pilier central du système: la propriété. Face à la propriété privée, nous revendiquons la propriété d'usage (les maisons à celles et à ceux qui les habitent). A défaut d'être légale, l'occupation est légitime, puisqu'en habitant et rénovant ces maisons, nous leur redonnons vie et les rendons à leur fonction première, celle d'être occupées.

D'autres maisons furent occupées dans le sillage de l'Espace autogéré, avec des degrés de politisation divers, mais la plupart des fois avec la volonté d'y organiser des activités publiques. L'idée de ne pas se contenter de régler ses problèmes de logement avait fait son chemin.

Ni centre, ni autonome : la contestation au coeur de la cité

L'histoire de l'Espace autogéré est marquée par une perpétuelle lutte pour rester au centre-ville et résister à la classique éjection en périphérie. Il est important d'avoir un pied en ville, car c'est là que sont les centres de décisions, c'est là que ce construit le politique. Si la contestation ne

construire une Europe des droits, de l'égalité sociale...



veut pas être uniquement de façade, c'est là qu'elle doit construire un rapport de forces.

Dépassant l'argumentation traditionnelle du droit au logement des squats précédents (oeuvres de l'Office du relogement et de Logeforme, qui ont toutefois réouvert la voie aux occupations), nous avons essayé d'amener une remise en question plus globale du système : critique du capitalisme et du patriarcat, antiracisme et antifascisme, écologie...

Nous avons aussi tenté de montrer par notre mode de vie une certaine cohérence entre notre discours et nos actes (antisexisme, refus de la délégation, végétarisme/véganisme, récupération, DIY - do it yourself - , ...). L'autogestion, en tant que mode de vie global, a ceci de passionnant qu'en plus de montrer qu'un autre monde est possible dès maintenant,

elle met à l'épreuve des faits une partie de ce que nous voulons vivre et expérimenter, en accordant une grande importance aux questions de la vie quotidienne.

Refusant de nous laisser enfermer dans un lieu clos, nous avons toujours cherché à rester visibles à l'extérieur. C'est pourquoi des manif et des actions continuent d'avoir lieu dans l'espace public, même quand le lieu d'activités est plus ou moins stabilisé. Les premiers tracts insistent sur le fait que l'Espace autogéré n'est pas une île isolée du monde. Cela signifie qu'on ne peut (ni ne veut) résoudre les problèmes uniquement pour nous. Ce que nous revendiquons pour nous, nous le revendiquons pour tout le monde. Par exemple, le fait de ne pas payer de loyer constitue l'ouverture d'une brèche pour remettre en question le racket légal

des loyers qui étrangle une majorité de la population, et non un privilège par rapport aux locataires obligés de travailler pour avoir un toit sur la tête.

C'est donc assez logiquement que nous ne nous sommes pas décrétés « centre autonome ». Ni centre, car notre expérience ne se veut ni un modèle universel, une avant-garde ou un carrefour obligé. Ni autonome, car le but n'est pas de créer une bulle pour échapper au monde et à l'époque où on vit. Par contre ça peut être un lieu pour se rencontrer et essayer de faire changer le monde, où en tous cas de ne pas subir passivement celui qu'on nous impose comme étant le seul possible.

La contradiction est aussi en nous

Une des premières affiches de concerts de l'Espace autogéré disait : « Si tu ne fais pas partie de la solution, tu fais partie du problème ». Passé le charme du romantisme autonome, il s'est vite avéré que ce n'est pas parce qu'on se collerait l'étiquette d'alternatif qu'on résout tous les problèmes. Le sexisme, les jeux de pouvoir, l'égoïsme, la jalousie, etc. ressurgissent à la croisée des chemins. Il s'agit donc de réfléchir sur soi-même, en tant que personne et en tant que collectif, d'expérimenter des pistes de solutions. (ex.: soirées non-mixtes, infokiosk féministe, rotations des tâches, végétarisme/véganisme, échanges de savoirs pour partager les spécialisations plutôt qu'en tirer du pouvoir,...).

Admettre une certaine contradiction en nous est un gage d'évolution et de remise en question, ça nous dégage des critiques disant que nous sommes contradictoires sans nous enfermer dans un ultraradicalisme égocentrique qui ne parle pas aux opprimés (genre traiter de nazi celui qui donne de la viande à son chien), ou qui effraie des gens proches qui se culpabilisent d'être moins cohérents que ce qu'ils/elles nous imaginent être...

Cultivons la subversion, subvertissons la culture !

Certes, des centaines de soirées ont été organisées dans le cadre de l'Espace autogéré (principalement des concerts, mais aussi des exposées, projections, des débats, des bouffes de soutien, parfois du théâtre etc.). Mais il ne s'agissait nullement de faire de l'art pour l'art. Comme le dit un tract pour les 3 ans de l'Espace autogéré :

Le but des personnes actives à l'Espace autogéré n'est pas d'organiser des activités culturelles à n'importe quel prix. La manière dont les activités sont organisées est au moins aussi importante que les activités elles-mêmes. Comme le posait si bien le manifeste de Zaffaraya (Berne 1987), « la culture ne s'arrête pas pour nous à la consommation de livres, d'images, de symphonies, de films et de pièces de théâtre, et c'est encore moins là qu'elle commence. Nous comprenons la culture comme la reconquête et la réappropriation de cet espace social où les êtres humains se rencontrent pour manger ensemble, parler ensemble. Culture signifie VIVRE, apporter témoignage de ce que nous sommes, en étant conscients de nous-mêmes ou au mains de ce qui nous empêche d'être nous-mêmes (...). »

Concrètement, cela signifie remettre en cause la barrière entre public et artistes: tout le monde est l'artisanNE de sa propre vie. La culture comme un produit séparé, à consommer le week-end à partir de 22 heures pour oublier une semaine de travail, n'a aucun intérêt. Une formule qui a beaucoup de succès à l'Espace autogéré est celle des soirées thématiques, qui inscrivent les activités culturelles dans une perspective de lutte et/ou d'information (situation au Chiapas, casseurs de pub, mobilisations contre le WEF, ...) ■

**La fête oui, mais la lutte aussi !
La lutte oui, mais la fête aussi !**

(proverbe basque)

ils ont créé un cauchemar pour les femmes, les jeunes et les amis de la liberté

ANARCHO-FÉMINISME

La femme est l'avenir... de l'anarchiste

Lettre de Joseph
Déjacques à Proudhon.

Suite du n°42

Mais l'homme et la femme marchant ainsi du même pas et du même cœur, unis et fortifiés par l'amour, vers leurs destinées naturelles, la communauté-anarchique ; mais tous les despotismes anéantis, toutes les inégalités sociales nivelées ; mais l'homme et la femme entrant ainsi – le bras appuyé sur le bras et le front l'un vers l'autre penché, dans ce jardin social de l'Harmonie [...] ; mais tous ces bruissements et tous ces rayonnements égalitaires sonnent mal à vos oreilles et vous font cligner des yeux. Votre entendement bourré de petites vanités vous fait voir dans la postérité l'homme-statue, érigé sur le piédestal-femme comme dans l'antériorité l'homme-patriarche, debout auprès de la femme-servante. [...] Anarchiste juste-milieu, libéral et non LIBERTAIRE, vous voulez le libre échange pour le coton et la chandelle, et vous préconisez des systèmes protecteurs de l'homme contre la femme, dans la circulation des passions humaines ; vous criez contre les hauts barons du capital, et vous voulez réédifier la haute baronnie du mâle sur la vassale femelle ; logicien à bésicles, vous voyez l'homme par la lunette qui grossit les objets, et la femme par le verre qui les diminue ; penseur affligé de myopie, vous ne savez distinguer que ce qui vous éborgne dans le présent ou dans le passé, et vous ne pouvez rien découvrir de ce qui est à hauteur et à distance, ce qui perspective de l'avenir : vous êtes un infirme !

La femme, sachez-le, est le mobile de l'homme comme l'homme est le mobile de la femme. Il n'est pas une idée dans votre difforme cervelle comme dans la cervelle des autres hommes qui n'ait été fécondée par la femme ; pas une

action de votre bras ou de votre intelligence qui n'ait eu en vue de vous faire remarquer de la femme, de lui plaire, même ce qui en paraît le plus éloigné, même vos insultes. Tout ce que l'homme a fait de beau, tout ce que l'homme a produit de grand, tout les chefs-d'oeuvre de l'art et de l'industrie, les découvertes de la science, les titanesques escalades de l'homme vers l'inconnu, toutes les conquêtes comme toutes les aspirations du génie mâle sont dues à la femme qui les lui a imposées, à lui, chevalier, comme reine du tournoi, en échange d'un bout de faveur ou d'un doux sourire. Tout l'héroïsme du mâle, toute sa valeur physique et morale lui vient de cet amour. Sans la femme, il ramperait encore à plat ventre ou à quatre pattes, il brouterait encore l'herbe ou les racines ; il serait pareil en intelligence au boeuf, à la brute ; il n'est quelque chose de supérieur que parce que la femme lui a dit : soit ! c'est sa volonté à elle qui l'a créé, lui, ce qu'il est aujourd'hui, et c'est pour satisfaire aux sublimes exigences de l'âme féminine qu'il a tenté d'accomplir les plus sublimes choses ! Voilà ce que la femme a fait de l'homme ; voyons maintenant ce que l'homme a fait de la femme.

Hélas ! pour plaire à son seigneur et maître, elle n'a pas eu besoin d'une grande dépense de force intellectuelle et morale. Pourvu qu'elle singeât la guenon dans ses grimaces et ses minauderies ; qu'elle s'attachât de la verroterie ou de la bimbeloterie au cou et aux oreilles ; qu'elle s'accourât de chiffons ridicules, et se fit des hanches de mère Gigogne ou de Vénus hottentote à l'aide de la crinoline ou de l'osier ; pourvu encore qu'elle sût tenir un éventail ou manier l'éventail ; qu'elle se dévouât à tapoter sur un piano ou à faire bouillir la marmite ; c'était tout ce que son sultan demandait d'elle, tout ce qu'il en fallait pour mettre l'âme masculine en jubilation,

l'alpha et l'oméga des désirs et des aspirations de l'homme. [...] Celle qui, trouvant honteux un pareil rôle et de pareils succès, voulut faire preuve de bon goût et de grâce, joindre le mérite à la beauté, témoigner de son cœur et de son intelligence, celle-là fut impitoyablement lapidée par la multitude des Proudhons passés et présents, poursuivie du nom de bas-bleu ou de quelqu'autre imbécile sarcasme, et forcée à se replier sur elle-même. Pour cette foule d'hommes sans cœur et sans intelligence, elle avait péché par trop de cœur et trop d'intelligence : on lui jeta la pierre [...].

Non, ce qu'il faut à l'homme, c'est-à-dire à celui qui usurpe ce nom, ce n'est pas la femme dans toute sa beauté physique et morale, la femme aux formes élégantes et artistiques, au front auréolé de grâce et d'amour, au cœur actif et tendre, à la pensée enthousiaste, à l'âme éprise d'un poétique et humanitaire idéal ; non, à ce niais badaud coureur de foires, ce qu'il faut c'est une figure de cire enluminée et empanachée ; à ce gastronome de bestialité, en extase devant les étals de boucheries, ce qu'il faut, vous dis-je, c'est un quartier de veau orné de guipures ! Si bien que, rassasiée de l'homme qu'elle trouvait si crétin, blasée de celui en qui elle cherchait en vain l'organe du sentiment, la femme – c'est l'histoire qui le dit, je veux croire que c'est une fable, un conte, une bible – la femme [...] aurait passé du bipède au quadrupède... Âne pour âne, il était naturel, après tout, qu'elle se laissât séduire par la bête de plus gros calibre. Puis enfin, comme la nature l'avait douée de facultés morales trop robustes pour être anéanties par le jeûne, elle s'est détournée de l'Humanité et est allée chercher dans les temples de la superstition, dans les religieuses aberrations de l'esprit et du cœur, l'aliment aux aspirations passionnelles de son âme. A défaut de l'homme rêvé par elle, elle

a donné ses sentiments d'amour à un dieu imaginaire, et, pour les sensations, le prêtre a remplacé l'âne !

[...] Et cependant vous avez, vous, personnellement, je le reconnais, fourni de formidables coups de boutoir au service de la Révolution. Vous avez entaillé jusqu'à la moëlle le tronc séculaire de la propriété, et vous en avez fait voler au loin les éclats ; vous avez dépouillé la chose de son écorce, et vous l'avez exposée dans sa nudité aux regards des prolétaires ; vous avez fait craquer et tomber sur votre passage, ainsi que des branches sèches ou des feuilles mortes, les impuissantes repousses autoritaires, les théories renouvelées des Grecs des socialistes-constitutionnels, la vôtre comprise ; vous avez entraîné avec vous, dans une course à fond de train à travers les sinuosités de l'avenir, toute la meute des appétits physiques et moraux. Vous avez fait du chemin, vous en avez fait faire aux autres ; vous êtes las, vous voudriez vous reposer ; mais les voix de la logique sont là qui vous obligent à poursuivre vos déductions révolutionnaires, à marcher en avant, toujours en avant, sous peine, en dédaignant l'avertissement fatal, de sentir les crocs de ceux qui ont des jambes vous déchirer.

Soyez donc franchement, entièrement anarchiste, et non pas quart d'anarchiste, huitième d'anarchiste, seizième d'anarchiste, comme on est quart, huitième, seizième d'agent de change. Poussez jusqu'à l'abolition du contrat, l'abolition non seulement du glaive et du capital, mais de la propriété et de l'autorité sous toutes formes. Arrivez-en à la communauté-anarchique, c'est-à-dire l'état social où chacun serait libre de produire et de consommer à volonté et selon sa fantaisie, sans avoir de contrôle à exercer ou à subir de qui que ce soit ou sur qui que ce soit ; où la balance entre la production et la consommation s'établirait naturellement, non plus par la déten-

vous voulez réédifier la haute baronnie du mâle sur la vassale femelle

tion préventive et arbitraire aux mains des uns ou des autres, mais par la libre circulation des forces et des besoins de chacun. Les flots humains n'ont que faire de vos digues ; laissez passer les libres marées : chaque jour ne les ramènent-elles pas à leur niveau ? Est-ce que j'ai besoin, par exemple, d'avoir en propre un soleil à moi, une atmosphère à moi, un fleuve à moi, une forêt à moi, toutes les maisons et toutes les rues d'une ville à moi ? Est-ce que j'ai le droit de m'en faire [...] le propriétaire, et d'en priver les autres, sans profit même pour mes besoins ? Et si je n'ai pas ce droit, ai-je donc plus raison de vouloir, comme avec le système des contrats, mesurer à chacun – selon ses forces accidentelles de production – ce qui doit lui revenir de toutes ces choses ? Combien il devra consommer de rayons de soleil, de cubes d'air ou d'eau, ou de carrés de promenade dans la forêt ? Quel sera le nombre de maisons ou la portion de maison qu'il aura le droit d'occuper [...] ? – Est-ce que, avec ou sans contrat, je consommerai plus de ces choses que ma nature ou mon tempérament le comporte ? Est-ce que je puis absorber individuellement tous les rayons du soleil, tout l'air de l'atmosphère, tout l'eau du fleuve ? [...] Et n'en est-il pas de même pour tout ce qui est de consommation humaine, que ce soit un produit brut, comme l'air ou le soleil, ou un produit façonné, comme la rue ou la maison ? A quoi bon alors un contrat qui ne peut rien ajouter à ma liberté, [...] et qui bien certainement y attenterait ?

Et maintenant, pour ce qui est de la production, est-ce que le principe actif qui est en moi en sera plus développé parce qu'on l'aura opprimé, qu'on lui aura imposé des entraves ? Ce serait absurde de soutenir une pareille thèse. L'homme appelé libre, dans les sociétés actuelles, le prolétaire, produit beaucoup mieux et beaucoup plus que l'homme appelé nègre, l'esclave. Que serait-ce s'il était réellement et universellement libre : la production en serait centuplée. – Et les paresseux, direz-vous ? Les paresseux sont un incident de nos sociétés anormales, c'est-à-dire que l'oisiveté ayant les

honneurs et le travail les mépris il n'est pas surprenant que les hommes se lassent d'un labeur qui ne leur rapporte que des fruits amers. Mais à l'état de communauté-anarchique et avec les sciences telles qu'elles sont développées de nos jours, il ne pourrait rien y avoir de semblable. Il y aurait bien, comme aujourd'hui, des êtres plus lents à produire que d'autres, mais par conséquent, plus lents à consommer, des êtres plus vifs que d'autres à produire, par conséquent, plus vifs à consommer : l'équation existe naturellement. Vous en faut-il une preuve ? Prenez au hasard cent travailleurs [...], et vous verrez que les plus consommateurs sont aussi les plus producteurs. – Comment se figurer que l'être humain, dont l'organisme est composé de tant d'outils précieux et de l'emploi desquels il résulte pour lui une foule de jouissances, outil du bras, outil du cœur, outil de l'intelligence, [...] qu'il les laisserait volontairement ronger par la rouille ? Eh quoi ! [...] à l'état d'exhubérance anarchique où tout lui rappellerait le mouvement et tout mouvement la vie. Eh quoi ! l'être humain ne saurait chercher le bonheur que dans une imbécile immobilité ? Allons donc ! Le contraire seul est possible.

Sur ce terrain de la vraie anarchie, de la liberté absolue, il existerait sans contredit autant de diversité entre les êtres qu'il y aurait de personnes dans la société, diversité d'âge, de sexe, d'aptitudes : l'égalité n'est pas l'uniformité. Et cette diversité de tous les êtres et de tous les instants est justement ce qui rend tout gouvernement, constitution ou contraction, impossible. Comment s'engager pour un an, pour un jour, pour une heure, quand dans une heure, un jour, un an on peut penser tout différemment qu'à l'instant où l'on s'est engagé ? – Avec l'anarchie radicale, il y aurait donc des femmes comme il y aurait des hommes de plus ou moins de valeur relative ; il y aurait des enfants comme il y aurait des vieillards ; mais tous indistinctement n'en seraient pas moins l'être humain, et seraient également et absolument libres de se mouvoir dans le cercle naturel de leurs attractions,

libres de consommer et de produire comme il leur conviendrait sans qu'aucune autorité paternelle, maritale ou gouvernementale, sans qu'aucune réglementation légale ou contrative put y porter atteinte.

La Société ainsi comprise – et vous devez la comprendre ainsi, vous, anarchiste, qui vous targuez d'être logique – qu'avez-vous encore à dire de l'infirmité sexuelle de la femelle ou du mâle chez l'être humain ? Ecoutez, maître Proudhon, ne parlez pas de la femme, ou, avant d'en parler, étudiez-la ; allez à l'école. Ne vous dites pas anarchiste, ou soyez anarchiste jusqu'au bout. Parlez-nous, si vous voulez, de l'inconnu et du connu, de Dieu qui est le mal, de la Propriété qui est le vol. Mais quand vous nous parlerez de l'homme, n'en faites pas une divinité autocratique, car je vous répondrai : l'homme, c'est le mal ! – Ne lui attribuez pas un capital d'intelligence qui ne lui appartient que par droit de conquête, par commerce d'amour, richesse usuraire qui lui vient toute entière de la femme, qui est le produit de son âme à elle, ne le parez pas des dépouilles d'autrui, car, alors, je vous répondrai : la propriété, c'est le vol ! Elevez la voix, au contraire, contre cette exploitation de la femme par l'homme. Dites au monde [...] que l'homme ne pourra désempourber la Révolution, l'arracher de sa fangeuse et sanglante ornière, qu'avec l'aide de la femme ; que seul il est impuissant ; [...] que sur le chemin du Progrès social ils doivent marcher tous deux de pair, côte à côte et la main dans

la main ; que l'homme ne saurait atteindre au but, vaincre les fatigues du voyage, s'il n'a pour le soutenir et pour le fortifier les regards et les caresses de la femme. Dites à l'homme et dites à la femme [...] qu'ils n'ont qu'un seul et même nom comme ils ne font qu'un seul et même être, l'être humain ; qu'ils en sont, tour-à-tour et tout à la fois, l'un le bras droit et l'autre le bras gauche, et que, dans l'identité humaine, leurs cœurs ne sauraient former qu'un cœur et leurs pensées un seul faisceau de pensées. Dites-leur encore, qu'à cette condition seule ils pourront rayonner l'un sur l'autre, percer, dans leur marche phosphorescente, les ombres qui séparent le présent de l'avenir, la société civilisée de la société harmonique. Dites-leur enfin, que l'être humain [...] est comme le ver luisant : il ne brille que par l'amour et pour l'amour ! Dites cela. – Soyez plus fort que vos faiblesses, plus généreux que vos rancunes ; proclamez la liberté, l'égalité, la fraternité, l'indivisibilité de l'être humain. [...] Déclarez l'Humanité en danger ; appelez en masse l'homme et la femme à rejeter hors des frontières sociales les préjugés envahisseurs ; suscitez un deux et trois Septembre contre cette haute noblesse masculine, cette aristocratie du sexe qui voudrait nous river à l'ancien régime. Dites - le avec passion, avec génie, coulez-le en bronze, faites-le tonner... et vous aurez bien mérité et des autres et de vous ■

» Joseph Déjacques
Nouvelle-Orléans, mai 1857

Né en décembre 1821 à Paris, mort à Paris en 1864, militant socialiste, J. Déjacques est considéré comme l'un des pères de l'anarchisme français. Commis de magasin, ses employeurs successifs le décrivent comme un bon ouvrier, mais faisant preuve d'une fierté et d'une indépendance excessives. En 1847, il consacre ses périodes de chômage à composer des poèmes dans lesquels il décrit la misère du prolétariat et appelle à la destruction de toute autorité par la violence. C'est à cette époque qu'il commence à s'intéresser aux idées socialistes. Déjacques participe au Club de l'émancipation des femmes, animé par Pauline Roland et Jeanne Deroin, et collabore à la rédaction de *La Voix des femmes*. 1854, il part pour New-York. Il poursuit son action militante tout en travaillant comme ouvrier colleur de papier. Il quitte le *Nouveau Monde* à la veille de la guerre de Sécession et regagne Paris à la faveur de l'amnistie promulguée en 1859.

ne vous dites pas anarchiste, ou soyez anarchiste jusqu'au bout

Du terrorisme

Le texte qui suit, adressé au Monde Diplomatique, est la réponse à l'article de R. Coolsaet paru dans le numero de septembre...

Dans les pages 26 et 27 du Monde Diplomatique de septembre dernier, R.Coolsaet se livre à un numéro d'équilibriste des plus hardis.

Il nous révèle la filiation directe entre attentats anarchistes fin XIX^e-début XX^e et terrorisme islamiste fin XX^e-début XXI^e: "comme le travailleur du XIX^e siècle, le musulman est de nos jours, souvent considéré avec un mélange de peur et de mépris". Les mêmes causes produisant les mêmes effets surtout parmi les esprits simples: face à l'oppression une seule solution, l'explosion!

Le professeur nous répertorie quelques similitudes qu'il façonne à sa guise: Ben Laden = Ravachol (texto) pour éluder de réelles divergences. Comment concilier en une même ligne directrice l'anarchiste qui fustige le curé de tout poil, castrateur de toutes les libertés, et l'islamiste qui n'interrompt ses prosternations devant tout ce qui lui est supérieur que le temps d'asservir et de réprimer tout ce qui lui est inférieur. Silence. Le rapport à la religion ne figure pas dans la panoplie des convergences qu'établit Coolsaet. Passons. Quel que soit le jugement que l'on porte sur "la propagande par le fait" on ne peut la soustraire de son cadre: l'affrontement bourgeoisie/prolétariat, de son champ: l'internationalisme, de son projet: l'émancipation des travailleurs. Les esclaves musulmans peuvent bien crever sous le joug des princes arabes, la lutte des classes n'effleure pas la rhétorique d'Al Quaida.

Lorsque Coolsaet rapporte des faits historiques: attentats contre rois, empereurs, tsars et autres présidents de la République, il n'oublie pas de préciser que "le monde vivait dans la hantise du terrorisme". Encore une déduction bien sentie que l'on pourrait même entendre de nos jours de Bagdad à New-York en passant par Kaboul. Que les djihadistes ne visent nullement Bush, Cheney ou Rumsfeld, mais dispatchent leurs kamikazes sur des vols réguliers n'intéresse pas notre universitaire. Dirigeants ou échantillon de la population pris au hasard on reste à l'intérieur du global "Amérique symbole de l'arrogance et de la puissance" qui est aux islamistes ce que "l'État bourgeois" est à leurs "prédécesseurs anarchistes".

Ainsi de généralités en suppositions s'échafaude le raisonnement central. - Face à une discrimination comparable, anarchistes et islamistes avec un siècle d'écart développent une réaction identique, un mode d'organisation identique, seul varie l'objet de leur ressentiment. - L'émergence du syndicalisme ayant balayé la violence individualiste dans le cœur et la raison de la classe ouvrière, le dialogue avec un islam modéré parachèvera la décadence et l'extinction de l'islam radical. Et pour accréditer cette thèse perspicace et universelle on nous trimballe d'Est en Ouest, de nihilistes russes éliminés par la rigueur bolchevique en anarcho-syndicalistes espagnols défaits par le fascisme (non précisé dans le texte) tous finissant par



Affiche d'un spectacle bruxellois de 1897, dont la vision a dû traumatiser R. Coolsaet.

s'éclipser de la scène européenne emportés dans le même destin funeste.

Que périssent les extrémistes, que vive la démocratie, et nous voilà bien avancés pour nous colleter avec les tourments de notre propre histoire ■

> Anne-Marie et Pierre

De l'humanité

le CIRA de Lausanne en deuil

Une figure majeure de l'anarchisme contemporain nous a quittés. Marie-Christine, qui fut longtemps l'âme du Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA) à Lausanne (Suisse) a influencé des générations de personnes qui eurent le bonheur de la rencontrer ou de correspondre avec elle. Enthousiaste et généreuse, elle fit du CIRA un centre d'archives précieux, une allègre succession de renseignements exceptionnels et précis, et surtout un carrefour international où l'on venait de par toute la terre, où l'on faisait halte entre deux villes, où l'on entendait les langues les plus variées, bref un lieu vivant où les uns découvraient l'esprit libertaire et les autres s'y ressourçaient. Si les anarchistes avaient une patrie, ce pré carré serait sans doute le CIRA de Lausanne. N'est-ce pas déjà un lieu mythique ?

On trouvera sur le site la référence d'un film consacré à Marie-Christine avec un commentaire de Pietro Ferrua qui l'a bien connue.

http://raforum.apinc.org/article.php3?id_article=2118

On y ajoutera très bientôt un beau texte de Marie-Christine, qui fut lu au mois dernier à Bieuzy les Eaux ■

> Ronald Creagh

la lutte des classes n'effleure pas la rhétorique d'Al Quaida

LIBER... TERRE

Demi-tour (3)

Résumé des épisodes précédents (Coquelicots 41 et 42) : Après une altercation de type classiste avec un contremaître, un jeune manutentionnaire prend conscience qu'il est aussi un individu et s'embarque avec sa copine pour le Groenland. Un choix pas si aléatoire que son atlas peut le laisser penser... D'ailleurs que vient faire ce commissaire toulousain qui leur colle aux basques sous prétexte d'exploration Arctique ?

Le commissaire voulait-il assouvir un rêve d'enfant

en visitant le Grand Nord ? David Crocket et la chasse aux caribous, Maria Chapdeleine et les amours dans les cabanes en lisière de forêts infestées de loups ? Mais on l'avait vu prendre son flingue comme pour une mission ! Alors quelle était la mission ? Nous surveiller ? Mais pourquoi ? Gaëlle avait une grande gueule mais ça n'en faisait pas une terroriste pour autant. Quant à moi, j'avais juste pris un coup de sang salutaire en tapant sur l'autre aboyeur... Non, il n'y avait pas de film à se faire, seulement un seul à vivre ici et maintenant en route vers les années binaires, les nuits de six mois et les jours pareils. Un commissaire changeait de vie, et alors ? J'étais pas préfet, bon vent et basta.

Je me suis finalement détendu en caressant les petits cheveux qui bouclaient sur la nuque de Gaëlle, sa tête sur mes genoux. Elle ne disait rien, elle avait bien dû barjoter aussi... Je me suis endormi.

- Pouvez me prêter votre Atlas ? Il était penché, souriant. Bordel de

cul de pompe à merde ! Il allait nous harceler longtemps c'pot d'colle ? J'ai failli lui en balancer un comme à l'autre zig mais j'ai obtempéré in extremis me disant que tant que l'on serait en France cet abruti pouvait toujours nous nuire, nous faire poireauter dans je ne sais quel commissariat de gare comme il y en a dans les polars télévisés du vendredi soir.

- On sèmera c'guignol dans le métro parisien, m'a chuchoté Gaëlle. Le temps s'est alors écoulé au rythme de la vie du rail vue du côté des voyageurs. Piiiiichchhchhch faisaient les portes des wagons toutes les deux minutes, Shrrshrrshrr faisaient les écouteurs des walkmans et Ouizzzzz sifflaient les fils nerveux sous ma peau tellement j'étais tendu grâce au commissaire Baleine... Si je n'harponnais pas ce cachalot rapidement je succomberais à coup sûr d'un court-circuit ou ce gros mammifère allait me gober comme un vulgaire Pinocchio... Va survivre dans le ventre de la police... Cette idée m'a fait rigoler

et j'ai commencé à broder là-dessus. Je voyais des acides aminés armés de flashball et coiffés de képis réglementaires tentant une rééducation citoyenne express sur ma personne avant la digestion fatale...

La gare Montparnasse approchait, il nous fallait récupérer l'Atlas et semer Baleine.

Je me suis approché de son siège mais le commissaire n'y était plus ! "Assurez-vous de ne rien avoir oublié dans le train, susurrerait déjà les haut-parleurs du wagon. J'ai baissé les bras en signe de dépit à l'attention de Gaëlle, qui à l'autre bout du wagon rangeait ses affaires.

Je perdais un super atlas, mais aussi un emmerdeur, ça faisait l'équilibre. Les flics, pas pires voleurs en fait...

Le train s'était arrêté, on s'apprêtait à descendre quand Baleine a réapparu dans mon champ de vision à l'autre bout du wagon, il rentrait dans les toilettes du train.

J'y tenais à ma mappemonde reliée, alors j'ai foncé. J'avais déjà remonté la moitié du wagon quand la porte des WC s'est réouverte violemment. Baleine s'est écroulé comme une merde devant la porte de sortie du wagon laissant échapper mon atlas chéri sur le quai. Devant, ça gueulait sur le mode panico-hystérique. J'ai eu le temps de voir que le commissaire Baleine allait visiblement rendre ses clefs ; il bavait son sang sur la moquette SNCF, ses jambes étaient agitées de tremblements. J'ai fait demi-tour pour sortir au plus vite. Décidément les changements de directions devenaient ma marque de fabrique. Gaëlle m'a chopé par le bras en bas du marchepied et m'a entraîné dans l'escalier tout proche qui mène au métro. Elle avait l'atlas sous un bras.

-La baleine bleue cherche de l'eau pour déboucher tous ses tuyaux, 0-0-0-0-H-2-0, qu'elle chantait ma Gaëlle tout en courant... > Sévy

LIBRES LIVRES

De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis

Noam Chomsky
Éditions Agone

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton

... La conquête de l'Irak devait être la première application de la "nouvelle grande stratégie impériale" de l'administration Bush. Celle-ci affirmait qu'il était dans l'intention des Etats-Unis de dominer le monde et de détruire toute puissance qui s'aviserait de les défier. Selon Madeleine Albright, tous les présidents ont une

doctrine du même genre mais ne la sortent de leur manche qu'en cas de nécessité. En tant qu'ambassadrice auprès des Nations-Unies, elle avait eu l'occasion de répéter au Conseil de Sécurité le message du président Clinton selon lequel les Etats-Unis agiraient "multilatéralement si possible, mais unilatéralement si nécessaire". Dans des messages au Congrès, son gouvernement avait affirmé le droit de "recourir unilatéralement à la force militaire" pour défendre les intérêts vitaux du pays; ce qui inclut de "garantir l'accès illimité aux marchés clés, aux ressources énergétiques et stratégiques". Comme Albright le souligna elle-même avec

raison, cette doctrine s'inscrit dans une longue tradition des Etats-Unis...

> Noam Chomsky

LIBRES MUSIQUES

Dans les rues

La Teigne
association-la teigne-toulouse

Ils l'ont fait. Le "Groupe of ze teigne" rejoint le groupe des disques... Bien sûr nos amis font régulièrement, sur les boulevards de la contestation sociale, étalage de leur puissance vocale et de leur sens du rythme,



appliqué à la marche à pied, mais c'est "dans les rues" que vous retrouverez le meilleur de leur talent musical de zactivistes (malgré l'absence de "l'affreux Jaffret", hein Marc...).

> Ravachefolle

<http://monsieur.wanadoo.fr/teigne-31>
CD vendu au profit de l'asso. Zactivistes donc disponibles pour les luttes : 05 61 42 67 92

LES MURS EN PARLENT



POT DE VODKA ET COPINAGE

Voline le retour ?

Paradoxalement "La Révolution inconnue" de Voline, n'a jamais été traduite en russe. Lors de mon passage au CIRA de Lausanne, je suis tombé sur le projet suivant. Il date de 1999, mais après information, toute la somme (7 000 dollars) n'a pas été réunie.

Ce projet d'une traduction et d'une édition russe de "La Révolution inconnue" de Voline a été lancé par des personnes travaillant notamment à la Bibliothèque Victor-Serge à Moscou. Une souscription lancée par le CIRA a déjà permis de réunir une bonne partie de la somme nécessaire à indemniser la traductrice et à imprimer un millier d'exemplaires.

On peut encore verser des contributions sur le compte chèque postal du CIRA, mention Voline. Les donateurs seront tenus au courant de l'avancement des travaux.

> Bibass

Pour contribuer :

CCP 12-17750-1

CIRA
24, Ave de Beaumont
CH 1012 Lausanne

Alternative libertaire

Sommaire du N° 135

• **Édito :**

Arafat est mort, vive la Palestine libre

• **Pleins feux :**

Polynésie : la dictature coloniale

Guadeloupe : L'état colonial recule

Foyers d'immigrés : coup de semonce

7^e congrès d'AL: contre la dispersion

• **Luttes :**

Syndicalisme : la criminalisation

Femmes : la lutte doit continuer

Histoire du droit à l'avortement

SNCF : vers le service minimum

Imprimerie Nationale

• **International :**

Côte d'Ivoire

Allemagne : l'automne des luttes

USA : victoire des fondamentalistes

• **Culture :**

Festival de Brest, in ou off ?

2,50 €. *Alternative libertaire* dans les Maisons de la presse, et, en région parisienne dans les gares SNCF, correspondances et terminus des métros et RER... et à Toulouse à Ombres Blanches. Le n°133 est consultable en ligne : alternativelibertaire.org



SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE

Minimum syndical 2

QUARTIER D'RIVER

Ni bandits, ni police 2

BOUGEZ AVEC LA POSTE

Démantèlement 4

VENI VIDI VIZIR

Education nationale en Haute-Garonne 5

GRAINES DE VIOLENCE

CRS milice privée pour Monsanto 6

EMBRYON DE JUSTICE

Aux marches du Palais 7

GUERRE DE 30 ANS

Granado et Delgado 8

DOUBLE PEINE

La répudiation républicaine 9

VAUD EN LIBERTÉ

Toujours agitéEs, jamais abattuEs 10

ANARCHO-FÉMINISME

La femme est l'avenir... de l'anarchiste 12

LE MONDE DIPLODCCUS

Du terrorisme 14

LIBER... TERRE

Le commissaire voulait-il... 15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos, Pierre Rouault.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15,25 €

Abonnement de soutien : 23 €

Boîte postale : 74 078

31029 Toulouse CEDEX 4

coquelicot@alternativelibertaire.org

Ont été mis à contribution

pour ce numéro : Bibas, Biquet, Juanito Marcos, Le Postier, Ravachefolle, Sévy.

Photos : Decibelle, Bibas, Biquet.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot



Couverture de l'édition originale

Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €

de soutien : 23 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

LE COQUELICOT, BP 74078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4